

FORUM BARCELONA 2004

« BASIC INCOME IN RESPONSE TO SYSTEMIC CRISIS », 20th September 2004

LE DIVIDENDE UNIVERSEL : UN PROJET POLITIQUE INNOVANT ET FEDERATEUR EN REPOSE A LA CRISE DE SOCIETE

Christine BOUTIN

Député des Yvelines, présidente du FORUM des républicains sociaux

Du Revenu d'Existence au Dividende Universel : cette phrase résume toute ma démarche par rapport au « Basic Income ».

Les promoteurs du Revenu d'Existence en France avaient attiré mon attention sur ce projet depuis de nombreuses années. Quand j'en ai entendu parlé pour la première fois, je ne me suis pas attardée longtemps sur cette idée. La deuxième fois, le projet m'avait été présenté alors que j'étais en pleine campagne pour l'élection présidentielle ; je l'avais même soumis aux experts qui travaillaient avec moi, mais nous avons décidé qu'il était trop risqué d'en faire un thème de campagne. Plus récemment, en 2003, alors que le Premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, m'avait confiée une mission parlementaire sur la cohésion sociale et les problèmes liés à l'isolement¹, Yoland Bresson² a retenté sa chance... Il m'a convaincue ! Et cette fois-ci, j'ai pris le sujet à bras le corps pour faire rentrer le Revenu d'Existence dans la sphère politique : le « Dividende Universel » est désormais un projet politique dont on débat en France. Il a été proposé au Premier ministre, présenté à tous les parlementaires et aux différents ministres français concernés, a fait l'objet de nombreuses conférences auprès de militants politiques et un colloque lui a été consacré à l'Assemblée nationale. Jean-Louis Borloo, ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale, a évoqué récemment la possibilité de l'intégrer dans son plan de cohésion sociale, mais y a finalement renoncé. Nous poursuivons nos démarches et parviendrons à démontrer qu'il est une réponse aux crises que nous rencontrons en France et dans bien d'autres pays. Car nous vivons bien dans une crise et personne aujourd'hui ne peut le nier.

C'est ce que j'ai pu analysé pendant la campagne présidentielle et la mission parlementaire sur l'isolement. Les rencontres, très nombreuses et variées, que j'ai pu avoir pendant ces deux temps forts m'ont amené à me poser une question : Quel sentiment retrouve-t-on chez tous les Français aujourd'hui (et j'imagine que nombre d'entre vous faites le même constat dans votre pays) ? Ce que les Français ont en commun, c'est un sentiment de peur, peur de l'avenir, peur de l'autre, peur de ne pas être à la hauteur, peur de la précarité, peur de perdre son emploi...

Tous les interlocuteurs que j'ai pu rencontrer ont exprimé un sentiment aigu de fragilité, qui explique en partie cette crainte du futur, y compris de la part de personnes qui ne sont pas pour l'heure dans une situation économique ou sociale précaire.

Comment expliquer cette fragilité de notre cohésion sociale ?

Aujourd'hui, notre contrat social est devenu très largement individualiste. Nous sommes parvenus à un moment de rupture, que les conservatismes tentent de faire reculer sans cesse. Cette rupture me semble essentiellement due à une mutation profonde qui affecte trois éléments essentiels de la vie sociale, qui sont le temps, le travail et l'argent. Trois richesses, trois facteurs intégrateurs, qui devraient être partagées par tout le monde, mais qui marquent profondément les inégalités et la possibilité d'accéder à la prospérité. C'est pour ne pas clairement voir dans quel sens ces trois éléments impactent notre vie quotidienne que nous traversons un temps de crise.

¹ *Pour sortir de l'isolement, un nouveau projet de société*. Rapport remis au Premier ministre en septembre 2003. Documentation française, septembre 2003.

² Yoland Bresson, doyen honoraire de la faculté de sciences économiques de Saint Maur.

Forum Barcelona, 20 septembre 2004

Le Dividende Universel : un projet politique innovant et fédérateur en réponse à la crise de société.

Christine BOUTIN - Député des Yvelines, présidente du FORUM des républicains sociaux

I. L'évolution de notre rapport au temps, au travail et à l'argent.

➤ **Notre rapport au temps.**

La société dans laquelle nous vivons est une société de l'urgence et de la performance : mondialisation, internet, speed dating, téléphone portable... Gagner du temps par tous les moyens. Cette course à la vitesse entre frontalement en collision avec deux des principaux besoins de notre époque : la complexité croissante des échanges et des faits qui requiert de la lenteur pour être comprise et le déficit de relation entre les personnes qui ne peut se satisfaire de quelques brefs échanges verbaux et occasionnels.

Une unité de temps est identique pour tous (une heure, un jour, une semaine...) et pourtant, dans la sphère économique, les unités de temps ont des valeurs d'échanges différentes : une heure de temps pour produire du pain vaut moins chère qu'une heure de temps pour produire un diamant. Celui qui produit une baguette doit donc consacrer davantage de temps à assurer ses moyens de subsistance que celui qui produit un diamant.

Dans une économie où la rapidité devient le maître-mot ; toute relation d'échanges est en réalité un échange de ces différents temps.

Dès lors, la question qui nous est posée est de savoir s'il est possible de réduire cette inégalité fondamentale : il n'est en effet pas souhaitable de supprimer le mérite personnel, ni d'imposer des valeurs marchandes à un marché qui doit fonctionner librement. Cependant, on voit également que l'un des fondements de cette inégalité est la quantité de temps passée à assurer sa survie : n'existe-t-il pas de solution économique dans laquelle, la survie étant assurée de toutes manières, on peut alors consacrer davantage de temps à des activités créatives, et donc accroître le niveau de vie de tous en assurant à chacun une part de créativité plus grande dans l'exercice de son travail ?

➤ **Notre rapport au travail.**

Nous vivons sans le comprendre et sans l'assumer un passage d'une société du C.D.I. à une société de l'intermittence.

Pour avoir pendant trop longtemps assimilé le travail à l'activité salariée, pour avoir confondu le travail et l'emploi, nous avons oublié que si l'emploi est redevenu un bien rare, le travail ne manque certainement pas. Nous avons retiré toute forme de reconnaissance aux activités, même si certaines d'entre elles sont salariées, qui ne produisent pas de richesse visible. Les métiers de la relation sont dévalorisés.

Le salariat était le facteur d'intégration depuis la 2^{ème} guerre mondiale, ce n'est plus vrai aujourd'hui. La vision monétariste de notre société ne tient pas compte de l'apport des rôles sociaux.

Nous ne sommes par ailleurs pas préparés à une « société de l'information », en passe de demander à ses acteurs non pas seulement une force de travail et un temps de production, mais la mise à disposition d'un talent, d'une capacité à créer, à innover, à échanger. Au moment même où la technologie accélère l'avènement de cette société, nous promouvons collectivement des comportements qui excluront d'elle tous ceux qui les adoptent.

➤ **Notre rapport à l'argent.**

L'argent n'est plus le signe de la réussite. Aujourd'hui, si l'argent est nécessaire pour vivre, pour construire des liens, il n'est plus l'aspiration ultime pour la réussite et ne constitue plus ni la marque de la valeur personnelle, ni même le premier des objectifs personnels. Pour autant, il est plus que jamais juste de dire que l'argent occupe dans notre société une place centrale. Autrefois, l'entrée en relation se faisait par le contact humain par les cercles de la vie quotidienne (famille, quartier, village, grandes structures d'insertion sociale, militantisme...). Aujourd'hui cette entrée en relation se fait par l'argent de façon illusoire ou de façon réelle. Illusoire, parce que la consommation, le pouvoir d'acheter, donne l'impression qu'en se procurant les biens qu'ont tous les autres, on prend part à une aventure collective. Réelle, parce que tous les moyens de communication sont inaccessibles à ceux qui n'ont pas les moyens de se les payer.

D'un simple moyen de gagner sa vie, l'argent est devenu le moyen de rejoindre l'autre.

II. Comment définir les crises de notre société ?

Nous sommes dans un temps de bouleversements que tout le monde pressent, comparable au passage du Moyen-Age à la Renaissance, de la chandelle à l'électricité, du système agraire à la société industrielle. Nous le sentons mais refusons de regarder cette réalité en défendant nos droits acquis et en refusant tout changement. Il est temps de regarder la réalité en face et de définir ensemble un projet commun de société.

La France connaît une crise fondamentale qui sape les quatre piliers fondateurs du lien social : le sens, la reconnaissance, la clarté, l'appartenance.

➤ La crise du sens.

La crise du sens n'est pas nouvelle. La conjonction de la victoire de l'individualisme et du relativisme ont conduit chacun de nous à devoir trouver pour lui et en lui la signification de son existence et, par conséquent, son propre rôle dans la société. La perte de vitesse des institutions, devenues peu capables de faire porter leur message collectif, a également contribué à isoler les personnes dans cette recherche du sens de la vie. Mais, s'il semble que les Français soient plutôt prêts à accepter de renoncer à l'individualisme qui les isole de leurs contemporains, ils ne sont pas prêts à abandonner cette capacité de choisir dans le plus large éventail possible le contenu de leurs convictions, les vérités auxquelles ils veulent croire, et ce qu'ils veulent faire.

On peut regretter à ce sujet que les intellectuels n'assument plus la tâche qui leur est dévolue en principe. Ce sentiment d'une sorte de « deuxième trahison des clercs » est assez partagé : on attend impatiemment des orientations, des clés de compréhension, des interprétations, des propositions de la part des intelligences de notre pays. Et beaucoup considèrent que ces différents éléments d'analyse ne viennent pas. A la décharge de ces intellectuels, il faut tout de même dire qu'ils travaillent, et qu'ils proposent : les nombreux chercheurs en sciences humaines et observateurs de la société que nous avons rencontrés dans les entretiens ces dernières semaines en témoignent. Seulement, ils ont été les premiers à regretter que le monde politique s'intéresse assez peu à ce qu'ils écrivent ou disent.

La raison tient sans doute à ce phénomène décrit par Robert Rochefort, et qu'il décrit comme la réduction des projets politiques à des « produits de consommation courante ». Dans la plupart des cas, les perspectives politiques sont réduites à des différences de gestion : le fait de ravalier la politique à une simple activité gestionnaire, mouvement vers le bas dont les élus et responsables politiques sont eux-mêmes les auteurs, a privé l'opinion publique de ce sens qu'elle attend pour la communauté.

➤ La crise de reconnaissance.

La crise de reconnaissance que nous vivons est signalée par tous. Elle n'épargne quasiment personne, et constitue une des causes directes de l'isolement ou du maintien dans l'isolement. Ce défaut se retrouve partout, et dans tous les types de relations. L'État n'est bien entendu pas exempt de ce reproche.

L'État ne motive pas ses décisions. Il s'est désinvesti de tous les métiers de la relation, aujourd'hui tous traversés par une profonde crise de reconnaissance : ce que nous avons observé dans le cadre du rapport de l'Assemblée nationale sur les prisons à propos du personnel de l'administration pénitentiaire est également vrai de tous les autres métiers relationnels : personnel de santé, enseignants, éducateurs, travailleurs sociaux, intermittents du spectacle, élus (si tant est que le fait d'être élu puisse être considéré comme un métier), etc.

On comprend d'autant moins cette crise que sa première porte de sortie n'est pas d'abord financière (même si beaucoup des attentes socio-économiques de ces populations sont justifiées) : l'expression

de la gratitude du corps social à l'égard de ceux qui tentent d'en préserver la cohésion ne passe pas seulement, et peut-être pas d'abord par un chèque.

➤ La crise de la clarté.

La crise de la clarté ou de la confusion des rôles est également présente à tous les niveaux de notre organisation sociale :

- on ne sait plus départir clairement les responsabilités de l'État de celles des opérateurs privés ;
- les jeunes ne savent plus quoi faire parce que les adultes eux-mêmes ne comprennent plus clairement leur rôle ;
- les repères éducatifs les plus simples sont aujourd'hui battus en brèche, ou en tous cas systématiquement débattus.
- Les confusions entre rêve et réalité, entre virtualité et réalité, qui traversent également notre manière de vivre.

La crise de confusion que nous traversons a en premier lieu des implications directes sur notre identité, et l'on sait tout ce que l'isolement et le suicide doivent à la crise identitaire. : « dès l'enfance, mais avec acuité au moment de l'adolescence, le sentiment d'identité propre implique en effet la possibilité de se situer dans la différence des sexes et des générations, et de se déterminer en fonction de trois axes :

- la différenciation, qui consiste à se ressentir soi-même et à se sentir reconnu par ses parents comme issu d'eux mais distinct d'eux. Cela suppose que chaque parent parvienne à admettre que « la chair de leur chair est une autre chair », pour que le sujet se vive comme singulier. A travers un tel « travail », l'aptitude de chaque parent à percevoir son propre rôle et sa fonction est évidemment mise à l'épreuve;
- - la délimitation, qui correspond à l'intégration progressive de tout ce qui fournit à chacun des contours, des limites, des frontières circonscrivant des espaces d'évolution, à la fois territoriaux et temporels. La reconnaissance de ses propres limites (au sens large du terme) est indissociable de la reconnaissance des limites de l'autre ;
- la confrontation, sachant que la perception de frontières entre soi et l'autre oblige chacun à gérer l'espace inter-personnel ainsi constitué, comportant des tensions, des attractions, des répulsions, plus ou moins conscientes et établissant une circulation d'affects, de représentations, d'attitudes et de conduites entre soi et l'autre. Cette nécessaire conflictualisation doit s'effectuer en regard et en fonction de ce que le groupe social définit comme tolérable, vivable »³.

➤ La crise de l'appartenance.

Enfin, nous traversons une crise de l'appartenance due à une cruelle absence de projet politique, signalée par tous : nombre de mes collègues de l'Assemblée nationale regrettent cette totale absence de perspective collective, qui inquiète tant à droite qu'à gauche au regard des scrutins qui ont lieu. Mais il y a plus grave que perdre les élections.

J'ai déclaré dans une interview (*Le Figaro du 13 septembre 2003*) que ce sont les fondements même de notre République qui sont en jeu, tant la volonté même de vivre ensemble me paraît attaquée de plein fouet par cet isolement social généralisé. « Le problème est que nous n'avons pas de perspective historique », déclare le consultant en communication Alain Schlesinger, dont le travail consiste entre autres choses à étudier les comportements des Français en termes de consommation et de réaction aux produits qu'on leur propose. Or, par « perspective historique » il faut entendre précisément ceci : nous ne nous sommes pas donné collectivement les moyens de lire dans les événements récents et actuels la société qui se profile devant nous. Nous subissons toutes les mutations socio-économiques de plein

³ Docteur Pommereau, spécialiste du suicide chez les adolescents, in *Pour sortir de l'isolement, un nouveau projet de société*. Rapport de Christine Boutin remis au Premier ministre en septembre 2003. Documentation française, septembre 2003.

fouet, dans une absence totale de préparation et de pédagogie. Voilà un des enseignements collatéraux de la canicule de l'été 2003 : nous devons l'analyser tout autant en termes de déficit de notre système de santé publique que dans l'impréparation vertigineuse qu'elle manifeste.

Comment s'étonner dans ce contexte que les Français voient faiblir jour après jour leur volonté de partager un avenir commun ? Comment leur reprocher de s'inquiéter de moins en moins de leur voisin, alors que plus personne ne leur donne de raison de faire autre chose que passer son temps à se protéger d'un monde de demain sans doute violent, injuste, et brutal ?

Là se trouve la raison de l'absence de débat sur les enjeux publics, l'immense majorité de nos concitoyens étant persuadés qu'y prendre part ne servirait à rien. Certes, nous sommes bien loin de mettre en œuvre les moyens de consultation choisis par d'autres pays pour connaître le sentiment de leur opinion publique. Et du reste, la progression de l'abstention électorale est également un signe de ce sentiment d'inutilité.

Dans ce contexte, le contraste offert par toutes les initiatives visant à permettre ce dialogue et cet échange est saisissant : cafés « philo », cafés politiques, nouveaux bistrots, lieux d'écoute, forums de discussion, succès des émissions d'auditeurs sur les médias audio-visuels, etc. S'il est vrai que prendre part à un débat rend un peu plus acteur de son propre avenir, alors la question est posée au politique (et à tous les autres) de savoir comment réinstaurer un échange politique fructueux entre les citoyens.

III. Comment répondre à cette quadruple crise ? Le Dividende Universel.

De nombreuses réformes sont nécessaires et peuvent être proposées pour répondre partiellement à ces quatre crises, mais elles ne sont pas à la mesure de la situation. Pour répondre à la crise général du projet politique, les politiques ont la responsabilité de voir au-delà de petites réformes à court terme. Quel projet de société proposer aux Français pour apporter une réponse plus ambitieuse aux crises évoquées, pour leur donner des motifs réels de vivre ensemble et de défendre le projet républicain, de retrouver la confiance, la fierté, l'espérance ?

Le Dividende Universel, qui nous rassemble tous aujourd'hui à Barcelone, est une réponse à la hauteur de l'enjeu. Ce projet à la fois ancien et novateur n'est ni une allocation, ni un revenu minimum, mais la traduction dans la réalité économique de la part de l'héritage en partage par tous les citoyens, produit par les savoir-faire des générations passées et à faire fructifier pour les générations à venir. Le D.U. est certes un droit, hérité du passé, mais c'est un corollaire d'un devoir, celui de transmettre cet héritage aux générations futures. C'est un droit civique et non un droit social, parce que l'on existe.

Ce Dividende Universel redonne de la valeur à tous les temps de la vie sociale (travail, loisirs, bénévolat, etc.), toutes les formes d'activité (salarisée ou non) et toutes les situations de vie (parents, retraités, bénévoles, handicapés, détenus, etc.). Il permettrait de reconnaître à chacun sa place dans la chaîne des générations, concrétiserait le sentiment d'appartenance, mettrait chacun à l'abri de la grande pauvreté, encouragerait le bénévolat, relancerait la consommation, inciterait à l'innovation, à la création, au développement... Le Dividende Universel n'est pas un objectif en lui-même : il permettrait d'accompagner les grandes mutations que nous vivons dans notre rapport au temps, au travail et à l'argent. Il donne du relief à toutes les autres propositions que l'on peut formuler pour répondre à des aspects partiels de la crise. Il permettrait de donner une perspective aux citoyens.

Donner une perspective : c'est bien à cela que nous devons œuvrer, chacun dans nos responsabilités. Le constat sur l'état de délitement du lien social dans notre pays ne doit pas nous décourager. Regardons la créativité de nos concitoyens, leurs multiples initiatives, leur générosité ! Incitons-les à donner corps à leurs idées. Donnons-leur l'élan dont ils ont besoin, aidons-les à changer de regard, transmettons-leur cette espérance qui rend confiant dans l'avenir.